

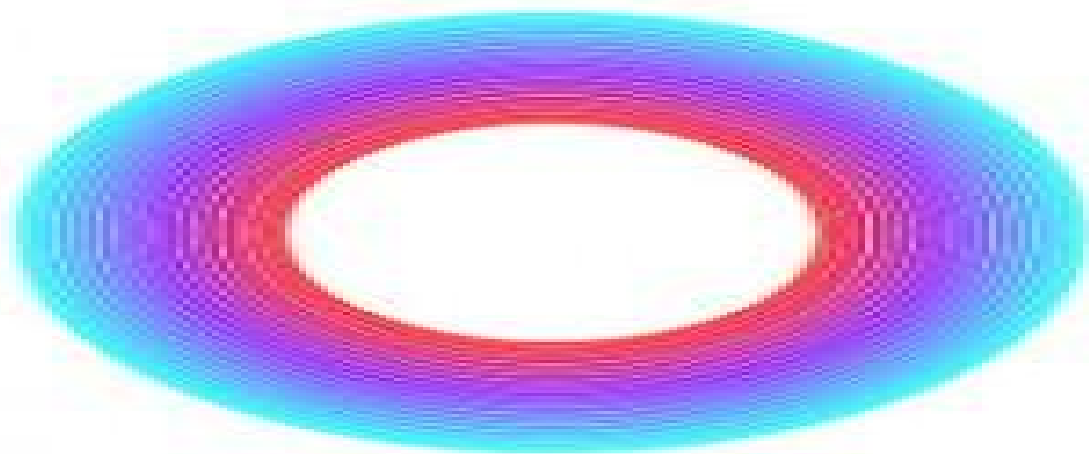
BILLET DE BLOG 1 décembre 2014

COP20 de Lima : attentes et contexte

Auteur

Thomas Spencer
Chercheur associé

🕒 Temps de lecture: 4 min



La 20e Conférence des Parties (COP20) qui se tiendra à Lima sera la dernière grande réunion de négociation avant la COP21 de 2015, qui aboutira à un nouvel accord mondial sur le climat. S'inscrivant dans un long processus de négociations intensives initié en 2011, cette dernière réunion sera décisive pour prendre le pouls de négociations mondiales et indiquer la forme que celles-ci devront prendre en 2015.

Le contexte politique de la conférence de Lima est plutôt favorable. Les trois plus gros émetteurs mondiaux de CO₂ ont déjà confirmé leur engagement en annonçant leurs principales cibles pour l'après 2020. En octobre, l'UE a annoncé les objectifs clés de son paquet énergie-climat à l'horizon 2030. En novembre, l'accord conclu entre la Chine et les États-Unis sur leurs réductions d'émissions a également représenté un signe politique fort de leur engagement. Cela devrait stimuler les négociations et permettre de faire pression sur les autres pays pour qu'ils progressent dans leurs réductions d'émissions. Un autre élément positif est l'importance des promesses de

contributions au Fonds vert pour le climat – qui s'élèvent au 1er décembre à 9,7 milliards de dollars, soit quasiment l'objectif de capitalisation initial de 10 milliards de dollars. Le Fonds vert soutiendra la politique climatique des pays les plus vulnérables, et ces promesses constituent un signal fort d'engagement et aideront à renforcer la confiance.

Ces réussites en termes de diplomatie et engagement climatiques devront être suivies à Lima de négociations techniques qui permettront de définir la trajectoire à suivre. Les trois éléments clés de Lima – stratégie, réglementations et accélération – nous mettront sur la bonne voie pour entamer la « course vers Paris ».

Premièrement, nous avons besoin d'un mandat clair et précis pour entamer la dernière ligne droite des négociations en vue de Paris. Il importe donc d'accorder un rôle de premier plan aux présidents du groupe de négociation (avec notamment la production du projet de texte de l'accord d'ici mai 2015) afin de renforcer leur capacité à faire la synthèse des points de vue des 196 Parties à la Convention Climat. Le mandat devra également commencer à esquisser les éléments convergents souhaités pour l'accord 2015. Ce dernier devra notamment être conforme à l'objectif d'atténuation de 2°C, poussé par des objectifs ambitieux d'adaptation et de financement, et devra mettre l'accent sur le renforcement nécessaire de la transparence et de la crédibilité des actions nationales. L'accord devra par ailleurs être renforcé au fil du temps, de façon régulière et prévisible.

Deuxièmement, nous devons définir les règles du jeu en 2015. Lima doit décider des règles communes aux intended nationally-determined contributions (INDCs, « contributions prévues déterminées au niveau national », par exemple les objectifs d'émissions) que les pays annonceront au premier semestre 2015. Pour être crédibles, les engagements nationaux doivent aller au-delà d'une liste d'objectifs, mais également inclure une description de la façon dont ceux-ci seront atteints (par exemple grâce aux énergies renouvelables, aux efforts d'efficacité énergétique). Pour que ces actions s'inscrivent dans le contexte des nécessaires transformations à long terme, l'accord devra également inviter les pays à soumettre des plans indicatifs de décarbonation à l'horizon 2050.

Troisièmement, la COP20 devra se prononcer sur l'accélération et le renforcement de l'action climatique en 2015. Il importe notamment d'envoyer un signal clair aux acteurs non étatiques afin de les inviter à présenter leurs initiatives concrètes d'atténuation et d'adaptation. Il est particulièrement important que des avancées significatives soient réalisées en termes d'augmentation des fonds consacrés à la lutte contre le changement climatique. Les promesses de contributions au Fonds vert pour le climat constituent un énorme pas en avant dans cette direction. À Lima, un rapport qui sera adopté sur les flux du financement lié au climat au niveau mondial indiquera plus en détail la façon dont les fonds seront portés à l'échelle adéquate, et le débat ministériel devra apporter une orientation sur ce sujet, donnant une définition précise des éléments clés qui seront livrés en 2015.

Lima sera également un événement politique important pour l'Amérique latine, région figurant parmi les plus dynamiques en termes de politiques climatiques. La région a déjà annoncé que l'adaptation était une priorité nationale et internationale ; l'accent sera donc particulièrement mis sur cet enjeu lors de la COP20. Ce sera également une occasion privilégiée pour la France et l'Europe d'engager un partenariat constructif avec le Pérou et l'Amérique latine, ouvrant ainsi une nouvelle phase de la coopération inter-régionale sur le changement climatique, avec un impact positif sur l'agenda mondial.